



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.762/2/V
du 19 juillet 2023

advies 73.762/2/V
van 19 juli 2023

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses en
matière de soins de santé'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
inzake gezondheidszorg'

Le 5 juin 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière de soins de santé'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 19 juillet 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc CAMBIER et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 juillet 2023.

*

Op 5 juni 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen inzake gezondheidszorg'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 19 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Patrick RONVAUX, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 juli 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 'sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale', combiné avec l'article 213, § 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, et avec l'article 2, § 1^{er}, b) et c), de l'arrêté royal du 9 septembre 1993 'portant exécution de l'article 213, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : « la loi coordonnée »), l'avant-projet à l'examen doit être soumis à l'avis du conseil général ou du comité de l'assurance de l'INAMI.

En l'espèce, il n'apparaît pas des pièces du dossier que l'une de ces formalités a été accomplie ou que l'urgence ait été invoquée.

Par conséquent, il y a lieu de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable¹.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet à l'examen se présente comme étant le « Titre X » d'une probable loi-programme, intitulé « Dispositions relatives à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ».

L'avant-projet ne comportant que ledit titre X, il s'ensuit que :

1^o le titre X et son intitulé seront omis ;

2^o il convient d'insérer un chapitre premier nouveau, comprenant un article premier nouveau, dont l'intitulé et le dispositif seront rédigés comme suit :

« Chapitre premier – Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Dans le même sens, voir l'avis 63.329/2-3 donné le 22 mai 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 octobre 2018 'portant des dispositions diverses en matière de santé' (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3226/001, pp. 390 et s.).

3° le « chapitre X » sera renuméroté « chapitre 2 » ;

4° le « chapitre X+1 » sera renuméroté « chapitre 3 » ;

5° le « chapitre X+2 » sera renuméroté « chapitre 4 » ;

6° l'article « X » sera renuméroté article 2 ;

7° les articles « X+1 » à « X+20 » seront renumérotés articles « 3 à 23 » sous réserve de l'insertion éventuelle de dispositions dans l'avant-projet ou de l'omission éventuelle de certains articles.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article X+5 (devenant l'article 7)

1. Au 3°, la question se pose de savoir si, compte tenu de l'article 35septies/11 de la loi coordonnée, auquel renvoie notamment l'avis 90/2023 du 17 mai 2023 de l'Autorité de protection des données (points 12 à 16 de l'avis et dispositif), il n'y a pas lieu de permettre l'accès aux données à caractère personnel également au bénéficiaire ou au patient lui-même ou son représentant légal.

2. Le même alinéa doit être complété pour mentionner :

1° les catégories de personnes qui sont autorisées à réaliser le traitement des données concernées ² ;

2° les tâches en vue de l'accomplissement desquelles les personnes autorisées à avoir accès aux données à caractère personnel non-pseudonymisées ont effectivement accès à celles-ci³ ;

3° les personnes qui ont accès aux données une fois celle-ci pseudonymisées, et dans quel but ⁴.

La disposition à l'examen sera complétée en conséquence.

3. La référence faite à « l'article 9 de l'arrêté royal n° 78 [du 10 novembre 1967] relatif à l'exercice des professions des soins de santé », qui contient des habilitations au Roi portant sur la garantie de « la permanence médicale », doit être remplacée par une référence à la disposition

² Comp. avec l'article 35septies/10 de la loi coordonnée, auquel renvoie notamment l'avis 90/2023 du 17 mai 2023 de l'Autorité de protection des données (points 12 à 16 de l'avis et dispositif).

³ Comp. avec l'article 35septies/11, de la loi coordonnée, déjà cité.

⁴ Comp. avec l'article 35septies/12, de la loi coordonnée, auquel renvoie notamment l'avis 90/2023 précité de l'Autorité de protection des données (points 12 à 16 de l'avis et dispositif).

législative qui, après le remplacement de cet arrêté royal par la loi coordonnée du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé', y correspond.

Dans ladite loi coordonnée, c'est son article 28 qui a correspondu à l'article 9 de l'arrêté royal n° 78 ⁵. Cet article 28 a ensuite été abrogé par l'article 71 de la loi du 22 avril 2019 'relative à la qualité de la pratique des soins de santé', dont les articles 21 à 26, formant la section 7 (« Permanence ») du chapitre 3 (« Exigences relatives à la qualité de la pratique des soins de santé »), ont le même objet que l'article 28 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 ; ces articles 21 à 26 de la loi du 22 avril 2019 comprennent également des habilitations au Roi.

Article X+9 (devenant l'article 11)

1. À l'article X+9, 1°, de l'avant-projet, l'on n'aperçoit pas la portée exacte des mots « lorsque le § 3, 1°, a été appliqué », qui figurent à l'article 35ter, § 4, 1°, en projet de la loi coordonnée, mais non au paragraphe 4, 2°, en projet.

La disposition sera revue de manière à faire apparaître sans ambiguïté si l'application du paragraphe 3, 1°, est une condition d'application des 1° et 2° du paragraphe 4 en projet ou uniquement du 1° de ce paragraphe.

2. Toujours à l'article X+9, 1°, de l'avant-projet, à l'article 35ter, § 4, 2°, *in fine*, en projet, il y a lieu de préciser expressément quelle est la contestation visée.

En effet, aucune « contestation » n'est mentionnée dans les subdivisions précédentes ⁶ de l'article 35ter de la loi coordonnée, tel que l'article X+9 de l'avant-projet envisage de modifier cette disposition.

3. À l'article X+9, 2° et 4°, de l'avant-projet, à l'article 35ter, §§ 4bis, alinéa 2, *in fine*, et 5, alinéa 4, *in fine*, en projet, dans la version française, il serait sans doute plus adéquat d'habiliter le Roi à « préciser les règles applicables », plutôt que de l'habiliter à adopter des « règles spécifiques ». Il en va d'autant plus ainsi que le texte néerlandais emploie pour sa part les termes « nadere regels ».

⁵ Note de bas de page n° 31 sous l'article 28 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 (M.B., 18 juin 2015, pp. 35191 et 35311) ; voir aussi les tableaux de concordance entre l'arrêté royal n° 78 et la loi coordonnée du 10 mai 2015 publiés par le *Moniteur belge* sous cette dernière loi coordonnée (*ibidem*, pp. 35418 et 35423).

⁶ À bien comprendre le commentaire de l'article, la « contestation » concernée est celle dont il est question à l'article 35ter, § 5, alinéa 3, de la loi coordonnée.

Article X+10 (devenant article 13)

Les mots « Les articles X+8, X+9, 1° et 2° et X+9bis » seront remplacés par les mots « Les articles 10, 11, 1° et 2°, et 12 » pour les motifs exposés dans l'observation générale.

Article X+11 (devenant article 14)

Le commentaire de l'article sera complété aux fins d'expliquer les raisons pour lesquelles la date d'entrée en vigueur de la section 6 concernée est fixée au jour suivant la publication de la loi en projet au *Moniteur belge* en lieu et place du dixième jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge* conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Articles X+12 et X+13 (devenant articles 15 et 16)

Le commentaire des articles doit être clarifié de manière à situer d'emblée les modifications envisagées à la loi coordonnée par les dispositions en projet dans leur contexte de droit et de fait et à éviter, si possible, l'usage d'une terminologie d'ordre technique, en manière telle que les principaux éléments de ces modifications apparaissent de la seule lecture du commentaire avant même la prise de connaissance des textes modifiés et des modifications envisagées.

Le commentaire devrait par exemple exposer quels sont les « dossiers » ou la « plus-value » évoqués et en quoi consistent « le standard des soins adéquats », le « comparateur », « la Commission », le « demandeur » ou les « dossiers Liste ».

Article X+16 (devenant article 19)

Vu le lien que l'article 145, § 2, alinéa 7, en projet (article X+16, 2°, de l'avant-projet) entend confirmer entre l'exercice du mandat de membre des Chambres de première instance et des Chambres de recours et le fait qu'ils doivent remplir les conditions de leur nomination, il y a lieu de remplacer l'expression « peut mettre fin » par l'expression « met fin ».

Article X+20 (devenant l'article 23)

L'article 104 de la loi du 18 mai 2022 'portant des dispositions diverses urgentes en matière de santé' est entré en vigueur le 9 juin 2022, étant le dixième jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge* le 30 mai 2022.

Ledit article 104 étant uniquement une disposition modificative, cette disposition a épuisé ses effets à la date de son entrée en vigueur.

La modification envisagée par l'article X+20 est donc dépourvue d'effet.

Les modifications apportées par les 1° et 2° de l'article 104 de la loi du 18 mai 2022 apparaissent clairement comme concernant l'article 146, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée. La circonstance que, dans la version française de la phrase liminaire de l'article 104, il est également fait référence à l'alinéa 1^{er} de l'article 146, § 1^{er}, de la loi coordonnée, crée certes une inélégance sur le terrain de la légistique mais aucune difficulté sur le plan de la sécurité juridique ; cette référence ne devrait en tout état de cause pas être modifiée.

Par contre, dès lors que cette phrase liminaire de la version française de l'article 104 de la loi du 18 mai 2022 mentionne l'alinéa 1^{er} de l'article 146, § 1^{er}, de la loi coordonnée et que le 3° de cet article 104 abroge le « dernier alinéa », à savoir l'alinéa 6 de l'article 146, § 1^{er}, de la loi coordonnée, une incohérence a été créée sur le plan de la légistique, qu'il est opportun de redresser, même si l'intention du législateur résulte clairement de la version néerlandaise du texte, qui ne mentionne pas l'alinéa 1^{er} de l'article 146, § 1^{er}, de la loi coordonnée dans la phrase liminaire.

Pour redresser cette incohérence, il est recommandé :

– de remplacer l'article X+20 de l'avant-projet par la disposition suivante, qui devrait être logée dans le chapitre X (« Modifications à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ») de l'avant-projet de loi, sous une section 9 nouvelle, qui pourrait être intitulée « Du Service d'évaluation et de contrôle médicaux » :

« Art. XXX. Dans la version française de l'article 146, § 1^{er}, de la même loi, l'alinéa 6 est abrogé » ;

– d'insérer un deuxième article sous la section 9 ainsi créée, disposant comme suit, la rétroactivité au 9 juin 2022, date de l'entrée en vigueur de l'article 104 de la loi du 18 mai 2022, étant requise en raison de la nature de la nouvelle disposition insérée dans l'avant-projet de loi :

« Art. XXX+1. L'article XXX produit ses effets le 9 juin 2022 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 15 van de wet van 25 april 1963 ‘betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg’, *junctis* artikel 213, § 2, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, en artikel 2, § 1, b) en c), van het koninklijk besluit van 9 september 1993 ‘tot uitvoering van artikel 213, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: “de gecoördineerde wet”), moet voorliggend voorontwerp *ter fine* van advies voorgelegd worden aan de Algemene raad of aan het Verzekeringscomité van het RIZIV.

In casu blijkt uit de stukken van het dossier niet of een van die vormvereisten vervuld is, noch of spoedeisendheid aangevoerd is.

Bijgevolg moet erop toegezien worden dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.¹

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp dient zich aan als een “Titel X”, met als opschrift “Bepalingen met betrekking tot de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen”, van wat wellicht een programmawet is.

Aangezien het voorontwerp slechts die titel X bevat, volgt daaruit dat:

1° titel X en het opschrift ervan weggelaten moeten worden;

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie in dezelfde zin advies 63.329/2-3 van 22 mei 2018 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 30 oktober 2018 ‘houdende diverse bepalingen inzake gezondheid’ (*Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3226/001, 390 e.v.).

2° een nieuw hoofdstuk 1 ingevoegd dient te worden dat een nieuw artikel 1 bevat waarvan het opschrift en het dispositief als volgt gesteld moeten worden:

“Hoofdstuk 1 – Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.”

3° “hoofdstuk X” vernummerd moet worden tot “hoofdstuk 2”;

4° “hoofdstuk X+1” vernummerd moet worden tot “hoofdstuk 3”;

5° “hoofdstuk X+2” vernummerd moet worden tot “hoofdstuk 4”;

6° artikel “X” vernummerd moet worden tot artikel 2;

7° de artikelen “X+1” tot “X+20” vernummerd moeten worden tot de artikelen “3 tot 23” tenzij er in het voorontwerp eventueel bepalingen ingevoegd zouden worden of sommige artikelen eventueel eruit weggelaten zouden worden.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel X+5 (dat artikel 7 wordt)

1. In de bepaling onder 3° rijst de vraag of de rechthebbende of de patiënt zelf of diens wettelijke vertegenwoordiger niet eveneens toegang dienen te krijgen tot de persoonsgegevens, gelet op artikel 35septies/11 van de gecoördineerde wet, waarnaar onder meer verwezen wordt in advies 90/2023 d.d. 17 mei 2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit (punten 12 tot en met 16 van het advies en dispositief).

2. Hetzelfde lid moet aldus aangevuld worden dat daarin melding gemaakt wordt van:

1° de categorieën van personen die ertoe gemachtigd worden de gegevens in kwestie te verwerken;²

2° de taken voor de uitvoering waarvan de personen die ertoe gemachtigd worden toegang te hebben tot de niet-gepseudonimiseerde persoonsgegevens daar effectief toegang toe hebben;³

² Vergelijk met artikel 35septies/10 van de gecoördineerde wet, waarnaar onder meer verwezen wordt in advies 90/2023 d.d. 17 mei 2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit (punten 12 tot en met 16 van het advies en dispositief).

³ Vergelijk met het voornoemde artikel 35septies/11 van de gecoördineerde wet.

3° de personen die toegang hebben tot de gegevens zodra ze gepseudonimiseerd zijn, en het doel van die toegang.⁴

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

3. De verwijzing naar “artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 78 [van 10 november 1967] betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen”, waarbij aan de Koning machtigingen verleend worden die betrekking hebben op het verzekeren van “de medische permanentie”, moet vervangen worden door een verwijzing naar de wetsbepaling die daarmee overeenstemt na de vervanging van dat koninklijk besluit door de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

Het is artikel 28 van die gecoördineerde wet dat overeenstemde met artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 78.⁵ Dat artikel 28 is vervolgens opgeheven bij artikel 71 van de wet van 22 april 2019 ‘inzake de kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg’, waarvan de artikelen 21 tot en met 26 die afdeling 7 (“Permanentie”) vormen van hoofdstuk 3 (“Vereisten inzake kwaliteitsvolle praktijkvoering in de gezondheidszorg”), dezelfde strekking hebben als artikel 28 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015; bij die artikelen 21 tot en met 26 van de wet van 22 april 2019 worden eveneens machtigingen verleend aan de Koning.

Artikel X+9 (dat artikel 11 wordt)

1. In artikel X+9, 1°, van het voorontwerp is het niet duidelijk wat de juiste draagwijdte is van de woorden “wanneer § 3, 1°, is toegepast”, die wel vervat zijn in het ontworpen artikel 35ter, § 4, 1°, van de gecoördineerde wet, maar niet in de ontworpen paragraaf 4, 2°.

De bepaling moet aldus herzien worden dat daaruit ondubbelzinnig blijkt of de toepassing van paragraaf 3, 1°, een voorwaarde is voor de toepassing van de bepalingen onder 1° en 2° van de ontworpen paragraaf 4 dan wel alleen voor de toepassing van de bepaling onder 1° van die paragraaf.

2. Nog in artikel X+9, 1°, van het voorontwerp dient in het ontworpen artikel 35ter, § 4, 2°, *in fine*, uitdrukkelijk vermeld te worden welke betwisting bedoeld wordt.

Er wordt immers nergens melding gemaakt van een “betwisting” in de voorafgaande onderdelen⁶ van artikel 35ter van de gecoördineerde wet, zoals die bepaling bij artikel X+9 van het voorontwerp die bepaling gewijzigd zou worden.

⁴ Vergelijk met artikel 35septies/12 van de gecoördineerde wet, waarnaar onder meer verwezen wordt in voormeld advies 90/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit (punten 12 tot en met 16 van het advies en dispositief).

⁵ Voetnoot 31 bij artikel 28 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 (BS 18 juni 2015, 35191 en 35311); zie eveneens de concordantietabellen tussen het koninklijk besluit nr. 78 en de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn onder die laatste gecoördineerde wet (*ibidem*, 35418 en 35423).

⁶ Uit de bespreking van het artikel kan opgemaakt worden dat de “betwisting” in kwestie die is waarvan sprake is in artikel 35ter, § 5, derde lid, van de gecoördineerde wet.

3. Wat artikel X+9, 2° en 4°, van het voorontwerp betreft, zou het wellicht beter zijn om in de Franse tekst van het ontworpen artikel 35ter, §§ 4bis, tweede lid, *in fine*, en 5, vierde lid, *in fine*, de Koning te machtigen “à préciser les règles applicables” in plaats van hem te machtigen tot het vaststellen van “règles spécifiques”. Dat geldt des te meer daar de Nederlandse tekst, zijnerzijds, de woorden “nadere regels” gebruikt.

Artikel X+10 (dat artikel 13 wordt)

Om de redenen die in de algemene opmerking uiteengezet zijn, moeten de woorden “De artikelen X+8, X+9, 1° en 2°, en X+9bis” vervangen worden door de woorden “De artikelen 10, 11, 1° en 2°, en 12”.

Artikel X+11 (dat artikel 14 wordt)

De bespreking van het artikel moet aldus aangevuld worden dat daarin uitgelegd wordt waarom bepaald wordt dat de betrokken afdeling 6 in werking treedt de dag na de bekendmaking van de ontworpen wet in het *Belgisch Staatsblad* in plaats van de tiende dag na die van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, zoals bepaald wordt in artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Artikelen X+12 en X+13 (die de artikelen 15 en 16 worden)

De bespreking van de artikelen moet aldus verduidelijkt worden dat de wijzigingen aan de gecoördineerde wet die in de ontworpen bepalingen in het vooruitzicht gesteld worden dadelijk in hun wettelijke en feitelijke context gesitueerd worden en dat, indien mogelijk, het gebruik van technische terminologie voorkomen wordt, zodat bij het louter lezen van de bespreking duidelijk wordt wat de essentie is van die wijzigingen nog voordat kennisgenomen wordt van de teksten die gewijzigd worden en van de voorgenomen wijzigingen.

Zo zou in de bespreking uiteengezet moeten worden om welke “dossiers” of “toegevoegde waarde” het gaat en wat de “passende zorgstandaard”, de “comparator”, de “Commissie”, de “aanvrager” en de “dossiers Lijst” inhouden.

Artikel X+16 (dat artikel 19 wordt)

Gelet op het verband dat het ontworpen artikel 145, § 2, zevende lid (artikel X+16, 2°, van het voorontwerp) beoogt te bevestigen tussen de uitoefening van het mandaat van lid in de Kamers van eerste aanleg en in de Kamers van beroep, enerzijds, en het feit dat ze moeten voldoen aan de voorwaarden voor hun benoeming, anderzijds, dienen de woorden “kan het mandaat van

een lid vroegtijdig beëindigen wanneer” vervangen te worden door de woorden “beëindigt het mandaat van een lid vroegtijdig wanneer”.

Artikel X+20 (dat artikel 23 wordt)

Artikel 104 van de wet van 18 mei 2022 ‘houdende diverse dringende bepalingen inzake gezondheid’ is op 9 juni 2022 in werking getreden, dat is de tiende dag na 30 mei 2022, de dag waarop die wet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

Aangezien dat artikel 104 louter een wijzigingsbepaling is, is die bepaling uitgewerkt de dag waarop ze in werking getreden is.

De wijziging waarin artikel X+20 voorziet, kan dan ook niet meer tot stand gebracht worden.

Uit de wijzigingen vervat in de bepalingen onder 1° en 2° van artikel 104 van de wet van 18 mei 2022 blijkt duidelijk dat ze betrekking hebben op artikel 146, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wet. De omstandigheid dat in de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 104 ook verwezen wordt naar het eerste lid van artikel 146, § 1, van de gecoördineerde wet, is op het vlak van de wetgevingstechniek weliswaar niet echt volgens de regels van de kunst, maar levert qua rechtszekerheid geen enkele moeilijkheid op; die verwijzing zou hoe dan ook niet gewijzigd moeten worden.

Het is echter wel zo dat, aangezien in de inleidende zin van de Franse tekst van artikel 104 van de wet van 18 mei 2022 melding gemaakt wordt van het eerste lid van artikel 146 § 1, van de gecoördineerde wet en dat bij de bepaling onder 3° van dat artikel 104 het “laatste lid” opgeheven wordt, namelijk het zesde lid van artikel 146, § 1, van de gecoördineerde wet, er op het vlak van de wetgevingstechniek een gebrek aan samenhang ontstaan is, waarvan het goed zou zijn dat het verholpen wordt, ook al blijkt de bedoeling van de wetgever duidelijk uit de Nederlandse versie van de tekst, waarin in de inleidende zin geen melding gemaakt wordt van het eerste lid van artikel 146, § 1, van de gecoördineerde wet.

Om dat gebrek aan samenhang te verhelpen verdient het aanbeveling:

– artikel X+20 van het voorontwerp te vervangen door de volgende bepaling die in hoofdstuk X (“Wijzigingen van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994”) van het voorontwerp van wet ondergebracht zou moeten worden in een nieuwe afdeling 9, waarvan het opschrift zou kunnen luiden “Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle”:

“Art. XXX. In de Franse tekst van artikel 146, § 1, van dezelfde wet wordt het zesde lid opgeheven.”;

– in de aldus ingevoegde afdeling 9 een als volgt luidend tweede artikel op te nemen dat, wegens de aard van de nieuwe bepaling die in het voorontwerp van wet ingevoegd wordt, terugwerkende kracht moet hebben tot 9 juni 2022, wat de datum van inwerkingtreding van artikel 104 van de wet van 18 mei 2022 is:

“Art. XXX+1. Artikel XXX heeft uitwerking met ingang van 9 juni 2022.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT